

BRUNO ÉTIENNE

Le cas de Marseille

LES INSERTIONS LOCALES : POLITIQUES ET PRATIQUES

Marseille a été la mire de la France entière lors des dernières élections ; mais pour nous, qui travaillons dans la région depuis de longues années, cette soudaine attention n'a en rien modifié nos comportements épistémologiques. Ainsi après les élections, tout est comme avant : les problèmes demeurent et nous continuons...

La première difficulté à laquelle on se heurte lorsqu'il s'agit de parler sérieusement de l'islam en France est de préciser l'objet du débat : s'agit-il des fantasmes des Français ou d'un objet réel concret ? (Cf. les chiffres en annexe : personne ne veut croire à Marseille qu'il y a actuellement moins d'étrangers qu'en 1936 : 8 à 9 % contre 19 à 20 % !)

L'imaginaire l'emporte d'autant plus facilement à ce sujet que l'objet est vague et imprécis : qui est musulman en France aujourd'hui ? Tous les Arabes ? Mais les Libanais vivant en France sont plutôt chrétiens et la quasi-totalité des Berbères ou Kabyles de la région marseillaise sont plutôt de « mauvais » musulmans... bien que non arabes ! Tous les émigrés ? Certes... sauf les Portugais, les Espagnols, les Asiatiques... Mais les Comoriens et les Sénégalais, eux, sont musulmans et même très pratiquants bien que peu « orthodoxes »...

Alors de qui parlons-nous ? Des enfants issus de l'émigration, admirateurs de Michael Jackson et réinventeurs du « Raï » ? Qui sont-ils et combien sont-ils exactement ? Musulmans ? J'en doute. Que signifie 1^{re}, 2^e génération ? Au regard des articles 27 et 44 du code de la nationalité un enfant né en France de parents étrangers est Français surtout si son grand-père était à Cassino dans les tirailleurs...

Il est donc temps et nécessaire de mettre un peu d'ordre dans tout cela et heureusement quelques travaux universitaires et publications viennent nous y aider : d'abord le livre de G. Kepel sur les banlieues de l'islam, en donnant du « grain à moudre », permet de se

faire une idée plus claire désormais sur les différents groupes musulmans exerçant leurs activités en France et les enjeux que cela représente. De même l'ouvrage de J. Loisard et Ch. Ducastelle est des plus précieux sur l'immigration. Ensuite trois rapports dont un seul, hélas, est publié : le rapport Hannoun, le rapport St. Hessel et surtout le rapport de la commission des Sages pour la réforme du code de la nationalité intégralement publié (en « 10/18 », n° 1945) permettent maintenant d'éviter de trop graves erreurs. Mais cela ne signifie pas toutefois que tout est clair, loin de là, surtout autour de la question que je ne cesse de poser : mais qui est musulman en France aujourd'hui ? Qui est musulman français ? Qui est musulman en France ?...

L'analyse comparative des religions (des cultes et des sectes) dans la région Provence, Alpes, Côte d'Azur nous a conduits à être très prudents avec mon équipe ; ainsi si nous pouvons affirmer (avec Michelat *et al.*) que la France est à la fois catholique et très largement déchristianisée il semblerait qu'il en soit de même pour l'islam en France : les musulmans y sont à la fois « sociologiquement » massivement musulmans et très peu pratiquants au sens de la piété et de l'ascèse...

Aussi, alors que l'intégration des générations issues de l'émigration est largement entamée, assistons-nous à des luttes pour l'hégémonie et le contrôle du culte musulman. Il faut donc reprendre tous ces éléments.

A partir de ce point de vue théorique, nous¹ avons modifié les conditions de l'enquête à Marseille pour toute une série de raisons dont la principale tient encore à la taxinomie, à la difficulté de nommer.

Quel est notre objet ? De qui parlons-nous ? Des populations arabes ? Musulmanes ? des Travailleurs ? des Migrants, des émigrés, des immigrés ? De leurs enfants : 1^{re}, 2^e, 3^e génération ?

Un musulman pieux d'Aix-en-Provence, artisan, est Français de naissance ; son père était tirailleur installé en 1945 à Toulon, après la guerre qu'il avait faite de Cassino à Frankfür. Dans quelle catégorie aberrante peut-on classer ce citoyen français, musulman, petit notable d'Aix, qui a mis ses enfants chez les bonnes sœurs plutôt qu'à « la laïque » ?

J'ai constaté par exemple que, s'il est question de « force de travail », il n'est jamais question de prostitution, de racket, ou de turfistes ; or, contrairement aux prescriptions de l'islam, les émigrés

1. Cette enquête a été réalisée avec Malika Chafi, Jocelyne Cesari et en partie Mme Rafia Djeddar.

maghrébins jouent beaucoup aux jeux de hasard : réification/alienation ! Alors, nous avons choisi de proposer ici un type idéal de Marseillais « berbero-Raï », 18-30 ans, banlieusard du village mondial, branché mais en déréliction totale ! Après avoir exposé quelques éléments théoriques empiriques de l'enquête, nous donnerons des témoignages *bruts* (avec l'accord des acteurs), que nous jetons comme une bouteille à la mer, parce que ces *cris* que nous reproduisons sont notre pain quotidien : cris d'amour et de désespoir, désir du désir de l'Autre, d'être reconnu, considéré non pas comme être différent, mais comme être.

THÉORIES/EMPIRIES

Deux faits sont venus contrecarrer notre dessein sociologique froid :

- l'erreur manifeste que commit la gauche dans son humaniste générosité : l'octroi du droit à la différence ;
- la rapidité du changement dans les stratégies, à l'occasion du non-débat sur le code de la nationalité.

Sans prendre position de façon partisane (ce qui constituerait un errement dans notre enquête), il est aisé de constater à quel point toute la classe politique s'est trompée en *novembre/décembre 1986*, et seule une interprétation psychanalytique nous paraît rendre compte du double événement :

— Tout d'abord, pour la première fois, les « Beurs »² ont défilé *en tant que lycéens ou étudiants* et non pas au nom de la différence. Ce qui rend *forclos* à brève échéance les associations et groupements initiés par les « marches » parties des quartiers nord de Marseille. Ces organisations auront sans doute rendu quelques services y compris dans la promotion de leurs *apparatchiks*, et mis, aussi, au jour les dissensions entre les différentes victimes de la différence. Les OPA n'ont pas manqué, regroupant les habitués professionnels des minorités rentables dans la production de biens symboliques. Or, les *musulmans* n'ont pas, dans ce contexte, été capables de constituer une catégorie opératoire³.

— Le deuxième point tient au rituel catharsistique que fut la mort de Malik Oussekin. Tous les éléments de la thèse de René

2. Commodité de langage plus que catégorie pertinente !

3. Par exemple lors de la réunion sur les droits civiques à Marseille le 29 novembre 1985, sur la trentaine d'associations représentées, une seule (la Solidarité) peut être classée parmi les *culturelles*.

Girard sont ici réunis. Il est peut-être opportun d'en faire une lecture anthropologique : la rivalité mimétique ne peut se conjurer que par le meurtre du bouc émissaire par lequel chacun retrouve sa part de rapport symbolique expulsé (et concentré) dans le rite sacrificiel. Or, nous savons (aussi bien par Freud que par M. Mauss!) que les ritcs et les interdits qui circonscrit le moment permis du meurtre visent à prévenir le retour de la violence mimétique, à rejeter les mécanismes simulés au nom du sacrifice fondateur et donc pacificateur. Le bouc émissaire sacrifié restructure le social dans l'harmonie nécessaire.

Si, comme le prétend Mauss, on sacrifie pour pouvoir échanger, la mort de Malik est le signe que l'intégration est en marche. Là est l'échec de la différence : le refus de l'altérité *stigmatisée*. Ce refus n'est pas venu des partis, ni de l'Etat, ni de la classe politique, ni de la société *civile* : il est venu de la catégorie la plus aléatoire parce qu'éphémère : les lycéens banlieusards, les « jeunes ».

Belle leçon d'humilité pour les donneurs de leçons ! Or, personne n'a vu venir le coup, même pas les « récupérateurs » qui ne savent d'ailleurs pas trop quoi récupérer, si l'on en juge par les justifications et les attaques *a posteriori*. Or, nous, nous avons dans nos cahiers d'enquête des éléments qui eussent dû nous éclairer, aveugles bachelardiens ! Mais nous fûmes pris de vitesse par la rapidité des événements : ce qui nous a frappés⁴ est bien la rapidité avec laquelle un certain nombre de phénomènes ont évolué. Entre-temps, les élections avaient changé le paysage politique français, tout au moins la partie apparente de l'iceberg. Empiriquement, cela se traduisait à Marseille par trois modifications récurrentes :

— Les problèmes des quartiers « chauds », en rénovation (Porte d'Aix, Belzunce), hauts lieux du commerce transméditerranéen mis en danger par la baisse de la *rente pétrolière* qui conduisait l'Algérie, par exemple, à limiter les sorties assorties de devises. D'où baisse des achats/chiffres d'affaires à Belzunce ;

— L'introduction des visas (sous prétexte de lutter contre le terrorisme !) fit chuter d'un tiers les activités de l'aéroport de Marseille, et les achats dans la région. Comme la gauche s'était trompée sur la différence, là, la droite allait concrètement contre les intérêts économiques de ses propres électeurs ! Il faut avoir entendu les plaintes amères des chefs d'entreprise marseillais sur ce chapitre... Et surtout le débat — ou le non-débat — sur le code de la nationalité.

4. Entre deux colloques de science politique au cours desquels j'ai exposé les deux papiers qui constituent la trame de cette partie : janvier 1986 à Aix et décembre 1986 à Paris, colloques organisés par l'Association française de Science politique.

EMPIRIES

Après plusieurs années d'enquête sur le terrain, deux évidences apparaissent : nous ne savons pas grand-chose de précis sur la *pratique musulmane* à Marseille ; et les médias (reprenant d'ailleurs le plus souvent des bribes d'interview, des millièmes d'interview !) répètent inlassablement les mêmes vérités premières / erreurs premières ! Seuls échappent à cette triste réalité les écrits catholiques⁵. Le sommet de l'errement fantasmagorique est atteint par la *même photo* publiée six fois, au moins, en quatre ans dans *Le Crapouillot*, *Minute*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Événement* et d'autres publications..., et récemment encore *L'Express* à propos de Le Pen dans un article où il n'était pas question de l'islam ! Elle montre des musulmans faisant la prière dans la rue du Bon-Pasteur. Rien ni personne n'indique que cette photo signifie le contraire de son commentaire : si des croyants sont réduits à faire la prière dans la rue, ce n'est pas parce qu'il y a trop de musulmans mais parce qu'il n'y a pas assez de mosquées. Il est aisé de le démontrer : avec les étudiants, puis avec Gilles Kepel, nous avons essayé d'établir un bilan chiffré, à partir de l'onomastique et de la nationalité nous pensons qu'il y a 150 000 musulmans *potentiels* dans les circonscriptions d'Aix-Marseille étudiées. Nous avons répertorié une centaine de lieux de culte dont 64 sûrs, et peut-être une centaine de tout petits (types une pièce, ou une cave dans un immeuble) ; une grande mosquée et 15 à 20 mosquées moyennes. Le tout constitue, d'après nos calculs, environ 3 500 places possibles. Si nous faisons la péréquation 150 000 musulmans potentiels pour 3 500 places... Le taux de fréquentation possible oscille autour de 4 %... Ou alors les petites mosquées de 30 à 40 places devraient accueillir 1 500 fidèles. Cette logique mathématique n'a, bien sûr, aucune emprise sur les fantasmes marseillais. Et longtemps nous lisons encore sous la plume d'un « n-ième » journaliste venu à Marseille « enquêter » sur *l'intégrisme* dans la cité phocéenne : « *Comme nous le confirmait le Professeur Etienne...* » Non, j'infirmé ! Cet exemple illustre par ailleurs la difficulté de ce type d'enquête ; l'anthropologie religieuse bute sur la quantification des actes rituels. Si la pratique canonique du jeûne pendant le mois de Ramadan est massivement attestée, y compris par les jeunes, son interprétation peut faire l'objet d'hypothèses fort éloignées : sociabilité, communion dans

5. Bulletin trimestriel d'information de l'ORMACIR et du CDES : *Religion et Société*, Marseille, 12, impasse Flammarion, 13001.

l'identité communautaire plus que rite. La plupart des acteurs se sentent *sociologiquement* musulmans, mais les vrais pratiquants, pieux et dévots, sont rares.

Par contre nous savons peu de chose sur la Zakat, sur la prière quotidienne qui semble pratiquée régulièrement par de nombreux émigrés assez âgés et par des jeunes des nouvelles générations... y compris les filles. Le pèlerinage est assez bien organisé à partir des Bouches-du-Rhône et touche une petite centaine de personnes par an. Il existe donc incontestablement un islam privé, domestiqué et tranquille. Mais même à l'intérieur de cet islam-là, notre connaissance est limitée. Qu'est-ce que ces musulmans connaissent de l'islam ? Au vu des réponses à nos questionnaires, peu de choses profondes. Aussi les prêcheurs tentent-ils une catéchèse parfois difficile⁶. L'éducation religieuse est pratiquement nulle et la pratique des rites est souvent confondue avec la « coutume » ou la tradition populaire.

Il existe aussi un islam folklorisé qui répond à des interdits ou des impératifs et qui va jusqu'aux limites extrêmes de l'irrationnel (magie, thérapie, chiromancie, etc.).

La clé n'est pas là mais encore une fois dans la société d'accueil : *Vivre l'islam en France est considéré comme très conflictuel*. Un musulman qui s'interroge n'est plus un vrai musulman, nous ont dit maints interviewés, qui, rejetant la faute sur l'*Impur* environnant, ajoutent : « *Si j'abandonne l'islam, c'est parce que la France est trop libre !* » Comme nous avons croisé plusieurs variables [*religion*, idée de retour (y compris *post mortem*)⁷, choix du service militaire, choix du conjoint, et choix de la nationalité], nous avons, à travers des résultats très contradictoires, pu repérer plusieurs phénomènes : tout à fait accessoirement l'apparition d'une catégorie originale par ses comportements : « Les pétroleuses radicales. » Jeune fille, née à Marseille, 21-29 ans, célibataire, faisant vivre la famille, ayant terminé des études supérieures, gérant la transgression de la religion du Père (dans les interdits alimentaires et dans l'amorce de relations sexuelles avec le « gaoui »...).

Les hommes de la même tranche d'âge penchent pour la *double* nationalité par efficacité et souhaitent à 50 % le mariage mixte. L'autre phénomène est là, effectivement, par-delà la sexualité avec l'Autre : il semblerait que les nouvelles générations distinguent de plus en plus clairement entre l'appartenance *ethnique* par le biais du

6. D'où l'importance du mouvement Tablighi destiné aux musulmans égarés.

7. L'enterrement en Dar el-Islam est encore massivement pratiqué grâce à l'assurance-décès proposée par les amicales ou au pécule (carnet Caisse d'épargne) prévu à cet effet.

culturel et/ou du cultuel, attachement organique aux parents, au pays d'origine... et au Raï, et l'attachement plus laxiste à une appartenance nationale (carte de résidence, carte d'identité), dont la légitimisation est *fonctionnaliste*.

Mais personne n'est dupe à mon avis, tout est consommé ; l'idée de retour n'est pertinente que pour 29 % des interrogés, essentiellement chez les plus âgés⁸.

Malika, elle, dit : « Je suis Marseillaise... » Il semblerait que le non-débat sur la nationalité a révélé le danger, plus exactement la potentialité du danger. Face au risque de ne plus pouvoir le faire, un certain nombre de jeunes gens se sont précipités dans les démarches pour obtenir la nationalité française⁹, alors qu'ils étaient encore hésitants. Empiriquement nous avons constaté (en décembre 1986) un afflux (relativement) massif des jeunes gens n'ayant pas utilisé cette possibilité (puisqu'ils ont 25 à 30 ans). Ils jouaient jusque-là sur les deux nationalités, voire sur l'ambiguïté juridique surtout entre la France et l'Algérie. Mais l'enquête a révélé que le débat était beaucoup plus profond : prendre la nationalité française renvoie à un vieux débat colonial : apostasie/trahison. Cette attitude apparaît avec violence dans les débats que nous avons suscités :

« Tu nous prends pour des Harkis... »

« Mon fils ne peut aller dans l'armée que j'ai combattue hier... »

« Tu es arabe, tu le restes... »

Certaines réponses sont encore plus brutales :

« Vendeur de ta mère... vendeur de ta religion »

Nous avons donc constaté que la transgression doit être très *payante* pour être admise. La réponse est donc dans la société d'accueil.

Ces jeunes gens sont en train d'inventer une nouvelle culture à base de sociabilité de quartier, qui tranche avec le désespoir passéiste de leurs parents. Nous avons maintenant trop de travaux sur les associations de quartier pour ne pas exposer notre hypothèse actuelle : les associations culturelles et cultuelles (dont l'exemple type que nous proposons ci-dessous) produisent de la paix sociale partout un système de médiations avec l'Aval (les pays d'origine et les ligues islamiques

8. Chacun sachant qu'à Marseille la composition du « Picon » comporte plus de trois tiers (« tu ne vas pas apprendre la mathématique à ton père », dit César à Marius), nous avons constaté qu'un quart des jeunes gens souhaitent faire le service militaire en Algérie, la moitié en France et... les trois quarts souhaitent surtout ne pas le faire...

9. Le phénomène est identique en ce qui concerne les inscriptions sur les listes électorales.

internationales), et l'Amont (les autorités locales et municipales). L'islam est alors le passé des parents, *plus* la réalité vue à travers le paradigme « il faut faire avec », *plus* l'avenir (comment « domestiquer » l'islam). Cela donne des pratiques présentées par Jocelyne Cesari sur les relations entre identité, nationalité et islam. Mais brutalement — à cause du « phénomène Le Pen » — un autre élément apparaît qui va constituer dans l'avenir une variable déterminante : reprenant l'idée que j'ai suggérée d'une Fédération islamique, un grand rassemblement musulman a eu lieu à Marseille en pleine période électorale et aujourd'hui nous assistons à la constitution de vastes regroupements entre les associations islamiques qui devrait conduire à la création de plusieurs Fédérations.

Provence, Alpes, Côte d'Azur

Dossier n° 21. — Direction régionale de l'INSEE, *Les populations étrangères en Provence, Alpes, Côte d'Azur : aspects régionaux et urbains* :

Algériens	61 000	dont les deux tiers dans les Bouches-du-Rhône
Marocains	12 000	
Espagnols	12 000	
Tunisiens	11 000	
Portugais	moins de 10 000	

Marseille = 95 800 étrangers sur 1 108 700 habitants, soit 8,6 %. (A noter qu'en 1926 il y avait 19 % d'étrangers ! ces chiffres ne comprennent pas les étudiants.)

Votes des Français par confession, *La Vie*, n° 2228, 12 mai 1988.

	Ensemble des Français	Catholiques	Irréguliers	Non- pratiquants	Protestants	Musulmans	Juifs	Sans référence religieuse
Chirac	46	81	61	41	55	18	35	17
Mitterrand	54	19	39	59	45	82	65	83

RÉSUMÉ. — *Il est difficile de constituer des catégories sérieuses et pertinentes en matière de pratiques religieuses : culturellement les « musulmans » sont plutôt moins pratiquants que les autres religionnaires mais par contre ils sont plus sociologiquement et culturellement musulmans.*